

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**

**ARRETE PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LOUDENVIELLE**



Le Président,

Vu les statuts de la Communauté de communes Aure Louron, compétente en matière d'élaboration, de modification et de révision de documents d'urbanisme depuis le 1^{er} janvier 2017,

Vu le code du tourisme et notamment ses articles L342-18 et suivants,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L151-43 et R153-18,

Vu les pièces relatives aux servitudes d'utilité publique figurant au plan local d'urbanisme de la commune de Loudenvielle approuvé le 9 avril 2004,

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mai 2017 portant institution de servitudes au titre du code du tourisme pour la réalisation de la liaison par télécabine entre la Haute Vallée du Louron et le domaine skiable de Peyragudes sur les communes de Loudenvielle et Germ-Louron,

Vu les documents joints au présent arrêté transmis par M. le Directeur départemental des Territoires pour être annexés au plan local d'urbanisme de la commune de Loudenvielle selon la procédure des articles précités du code de l'urbanisme.

ARRETE :

Article 1 : Le plan local d'urbanisme de la commune de Loudenvielle est mis à jour à la date du présent arrêté.

La présente mise à jour a pour objet l'actualisation du plan des servitudes d'utilité publique avec le report de cette servitude, télécabine, nomenclaturée T2, sur un fond de plan EDR.SCAN25 R IGN (échelle 1/12 500^{ème}) repérant l'ensemble des servitudes d'utilité publique recensées sur le territoire de la commune de Loudenvielle.

Article 2 : la mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public soit :

- A la mairie de Loudenvielle,
- A la Préfecture des Hautes-Pyrénées,
- A la direction départementale des Territoires

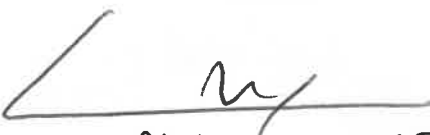
Article 3 : le présent arrêté sera affiché au siège de la Communauté de communes Aure Louron et en mairie pendant une période minimale d'un mois.

Article 4 : le présent arrêté sera adressé :

- A Madame la Préfète,
- A Monsieur le Directeur départemental des Territoires,
- A Monsieur le Maire de Loudenvielle.

Arreau, le 11 juillet 2017,
Le Président,

COMMUNAUTE DE COMMUNES AURE LOURON
Château de Ségure
65240 ARREAU



Philippe CARRE

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES

**ARRETE PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL d'URBANISME
DE LA COMMUNE DE LOUDENVIELLE**

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L126.1, R123.22 et R. 126-1,

Vu les pièces relatives aux servitudes d'utilité publique figurant au plan local d'urbanisme de la commune de Loudenvielle approuvé le 09 avril 2004,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2011 autorisant d'exploiter l'eau minérale naturelle de la source « Cazalis » à des fins de distribution en buvettes publiques,

Vu les données sur la localisation et sur l'emprise de la source « Cazalis » mentionnées par l'Agence Régionale de Santé en décembre 2014,

Vu les documents joints au présent arrêté transmis par M. le directeur départemental des Territoires pour être annexés au plan local d'urbanisme de la commune de Loudenvielle selon la procédure des articles précités du code de l'urbanisme.

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le plan local d'urbanisme de la commune de Loudenvielle est mis à jour à la date du présent arrêté.

La présente mise à jour a pour objet l'actualisation du plan des servitudes d'utilité publique avec le report de cette servitude, source « Cazalis », nomenclaturée AS1, sur un fond de plan EDR.SCAN25 R IGN (échelle 1/12 500^{ème}) repérant l'ensemble des servitudes d'utilité publique recensées sur le territoire de la commune de Loudenvielle.

ARTICLE 2 - La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public, soit :

- à la mairie de Loudenvielle,
- à la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- à la direction départementale des Territoires.

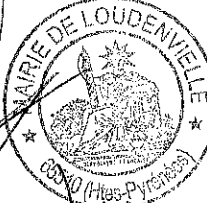
ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie pendant une période minimale d'un mois et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera adressé :

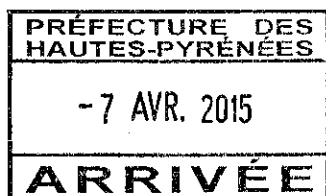
- à Madame la Préfète,
- à Monsieur le directeur départemental des Territoires.

Loudenvielle, le
LE MAIRE,

2 Avril 2015



Noël LAOAZE



Département des Hautes-Pyrénées

**Commune de
LOUDENVIELLE**

PLU

Plan Local d'Urbanisme

REVISION SIMPLIFIEE

2

Pièces administratives

Août 2015



*délégation du 06/11/2015
N°2015/S1
le Maire, Noël UGAZE*

Mairie de Loudenvielle
3 place de la Mairie
65510 LOUDENVIELLE
Tel. 05 62 99 68 02



[Signature]

*NL
[Signature]*

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2014/ 93

COMMUNE DE LOUDENVIELLE
SEANCE DU MARDI 25 NOVEMBRE 2014 A 18 H 30

Bilan de concertation et arrêt du projet de révision simplifiée du PLU

Date convocation

17/11/2014

Nombre de membres en
exercice : 11

Qui ont pris part à la
délibération : 10

L'an deux mil quatorze et le mardi 25 novembre à 18h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Noël LACAZE.

Présents :	MM	LACAZE PELIEU BOURG CARTAN MARTIN LAC FOURNIER ROBERT IBOS
	Mmes	FANES NESTIER
Absent :	M	COMPAGNET

En application de l'article L 2121-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Ginette FANES a été élue secrétaire.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les conditions dans lesquelles le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), établi dans le cadre de sa révision simplifiée, a été mené, à quelle étape de la procédure il se situe, et présente ledit projet.

Monsieur le Maire explique qu'en application de l'article L300-2 du Code de l'urbanisme doit être tiré le bilan de la concertation dont a fait l'objet le projet de révision simplifiée du PLU et, qu'en application de l'article L123-9 du même code, le projet de révision du PLU doit être « arrêté » par délibération du Conseil Municipal et communiqué pour avis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L121-4 et L123-6 du code de l'urbanisme et soumis ultérieurement à enquête publique.

En outre, Monsieur le Maire indique que le projet de révision simplifiée du PLU a été prescrit par délibération en date du 11 juillet 2012, soit avant l'entrée en application de l'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.

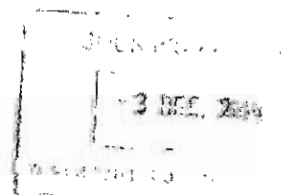
Par conséquent, la révision simplifiée du PLU peut se poursuivre conformément aux dispositions antérieures de l'article L123-13 du Code de l'urbanisme.

A cet égard, Monsieur le Maire rappelle les objectifs de la Commune dans le cadre de la révision simplifiée du PLU, à savoir la réalisation du projet de liaison interurbaine entre la vallée du Louden et la station de PEYRAGUDES, opération d'intérêt général permettant à terme de développer le potentiel économique et touristique de la vallée.

Il est ici précisé que la délibération n° 2012-48 en date du 11 juillet 2012 prescrivant la mise en révision simplifiée du PLU évoquée ci-dessus fixait aussi les modalités de la concertation.

Monsieur le Maire indique les modalités de concertation qui ont été les suivantes :

- Moyens d'information utilisés :
- Affichage de la délibération prescrivant la révision simplifiée du PLU,
- Publication de la délibération dans un journal d'annonce légale
- Article dans le bulletin municipal,
- Exposition en mairie des plans explicitant la démarche et le contenu du document d'urbanisme.



NC

DÉLIBÉRATIONS

- Mesures complémentaires
 - Campagne d'affichage pour la mise en concertation (Mairie, Communes limitrophes et siège de la CCVI)
 - Mise à disposition d'un dossier de concertation.

- Moyens offerts au public pour s'exprimer :

Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée a été mis à la disposition du public, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture.

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que seulement une observation a été consignée dans ledit registre et qu'un courrier a été reçu par voie électronique du secrétariat de la mairie.

De plus, il est précisé que les observations et questionnements qui ne seraient pas en lien avec le projet de révision simplifiée du PLU et qui renverraient à d'autres procédures ne seront pas traités dans le bilan.

Cette concertation a révélé les points suivants :

- ✓ Des questionnements autour du choix de la procédure de révision simplifiée
- ✓ Nécessité d'approfondir le volet environnemental et plus précisément sur les impacts prévisibles sur la faune, la flore et le paysage


Considérant que l'ensemble des modalités définies dans la délibération 2012-48 du 11 juillet 2012 prescrivant la révision simplifiée ont été remplies et après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire, les Conseillers municipaux sont invités à se prononcer sur le bilan et l'arrêt du projet de révision simplifiée du PLU.

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents, le Conseil municipal décide :

- De tirer le bilan de la concertation effectuée ;
- D'arrêter le projet de révision simplifiée du PLU ;
- De soumettre le projet de révision simplifiée pour avis aux personnes publiques associées ;
- De soumettre pour avis le projet de révision simplifiée aux communes limitrophes et aux organismes qui en font la demande ;
- Autorise Monsieur le Maire à entreprendre toute démarche pour poursuivre la procédure et à signer tous documents se rapportant à cette décision.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

LE MAIRE
3 DEC 2014
NOËLLACAZE



NC



DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

n° 2012 / 48

COMMUNE DE LOUDENVIELLE SEANCE DU MERCREDI 11 JUILLET 2012 A 19H00

Prescription de la révision simplifiée du PLU

Date convocation :
29/06/2012

Nombre de membres en
exercice : 11

Qui ont pris part à la
délibération : 9

L'an deux mil douze et le mercredi 11 juillet à 19h00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Noël LACAZE.

Présents :	MM	LACAZE PELIEU BOURG CARTAN LAC FOURNIER LESCOURRET ROBERT
	Mmes	FANES NESTIER
Absent :	M	COMPAGNET
Excusé :	M	MARTIN

En application de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités territoriales, Madame Ginette FANES a été élue secrétaire.

Monsieur le Maire rappelle que le PLU (Plan Local d'Urbanisme) communal a été approuvé par délibération du 9 avril 2004.

Monsieur le Maire expose que la révision simplifiée du PLU est rendue nécessaire pour pouvoir mettre en œuvre le projet de liaison interurbaine Vallée du Louron – Peyragudes (ascenseur valléen). Il peut être fait usage de cette procédure dans la mesure où la révision a pour seul objet la réalisation d'une construction ou d'une opération, à caractère public ou privé, présentant un intérêt général notamment pour la commune ou toute autre collectivité.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide :

1 - de prescrire la révision simplifiée du PLU conformément aux dispositions de l'article L.123.13 du Code de l'Urbanisme,

2 - qu'en application de l'article L.300.2 du Code de l'Urbanisme, la concertation préalable à la révision simplifiée du PLU sera organisée suivant les modalités suivantes :

- communication dans le bulletin municipal,
- exposition de panneaux en mairie,
- mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques,

3 - qu'il convient de demander l'association des Services de l'État conformément à l'article L.123.7 du Code de l'Urbanisme,

4 - de donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la révision simplifiée du PLU,

5 - que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, sont inscrits au budget de l'exercice considéré

6 - que "tout projet de construction, susceptible d'être impacté par un tracé à l'étude du projet fera l'objet de la part du maire, d'un sursis à statuer jusqu'à l'approbation du PLU révisé qui fixera le tracé définitif".

NL


DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conformément aux articles L 123 6 et L 121 4 du Code de l'Urbanisme la présente délibération sera transmise au Préfet, et notifiée :

aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général,
aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Chambre de Métiers et de
la Chambre d'Agriculture,
aux communes limitrophes,
au Président de la communauté des communes.

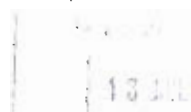
Ainsi fait et délibéré les jour, mois, et an que dessus.
Au registre sont les signatures,
Pour copie conforme,

LE MAIRE

NOËL LACAZE



NOËL LACAZE



PRÉFECTURE DES HAUTES PYRENEES

Autorité environnementale
Préfet du département des Hautes-Pyrénées
<http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>

**Révision allégée du PLU de la commune de Loudenvielle
Hautes Pyrénées**

**Avis de l'autorité administrative de l'État
compétente en matière d'environnement**

N° Garantie : 1941
Réf. : MLJ-AMF-526G-65-PLU Loudenvielle Avis E

Place du Général De Gaulle- BP 1350 – 65013 TARBES cedex9
<http://www.hautes-pyrenees.pref.gouv.fr>

1. Cadre juridique

La révision allégée du plan local d'urbanisme (PLU) de Loudenvielle est soumise à évaluation environnementale au titre des articles suivants :

- article R.121-16-4-a du Code de l'urbanisme (CU), en tant que révision qui réduit une zone agricole et une zone naturelle, dans une commune comportant sur son territoire tout ou partie d'un site Natura 2000 ;
- article R.121-14-II-3 du CU en tant que plan local d'urbanisme situé en zone de montagne qui prévoit la réalisation d'une unité touristique nouvelle (UTN) soumise à autorisation en application de l'article L.145-11 du CU.

Conformément à l'article R.121-15 du CU, le présent avis est préparé par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Midi-Pyrénées, et émis par le préfet du département des Hautes-Pyrénées, autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement pour les PLU, dénommé ci-après « Autorité environnementale ».

Il devra être joint au dossier d'enquête publique et publié sur le site internet de la DREAL Midi-Pyrénées.

A noter que l'UTN est elle-même soumise à évaluation environnementale au titre de l'article R.122-17.I.15 du Code de l'environnement (CE) et qu'elle a fait l'objet d'un avis de l'Autorité environnementale en date du 12 mai 2015.

Le projet d'aménagement de la remontée mécanique prévu par l'UTN devra par ailleurs faire l'objet d'une étude d'impact en application de l'article R.122-2 du CE.

2. Présentation de la révision allégée

Une UTN consistant en la réalisation d'une remontée mécanique entre la vallée de Louron et le domaine skiable de Peyragudes est prévue sur les communes de Loudenvielle et de Germ.

L'objet de la révision allégée du PLU de Loudenvielle est de permettre la réalisation de la gare aval au niveau du quartier de « Trescazes » et d'une partie de la remontée mécanique (550 m sur les 3 000 m de ligne prévus). La gare amont et le reste de la liaison seront localisés sur la commune voisine de Germ.

La révision allégée prévoit le reclassement de :

- 0,3 ha de zone urbaine U2 en nouvelle zone urbaine U3 permettant la réalisation des installations de la gare de départ de la remontée mécanique ;
- 2,9 ha de zone agricole A et 1,8 ha de zone naturelle N en 4,7 ha de zone naturelle N1 permettant l'implantation de la ligne de remontée mécanique.

3. Avis de l'Autorité environnementale

Le dossier présenté est composé du rapport de présentation de la révision allégée incluant l'évaluation environnementale et l'évaluation des incidences Natura 2000.

L'évaluation environnementale de la révision allégée s'appuie sur l'évaluation environnementale réalisée pour l'UTN. Dans son avis du 12 mai 2015 concernant le projet d'UTN, l'Autorité environnementale signale notamment que certains compléments mériteraient d'être apportés sur la prise en compte des paysages, des continuités écologiques et des risques naturels.

Ces compléments ont été apportés dans le mémoire en réponse à l'avis de Autorité environnementale en date du 2 juin 2015 ou seront approfondis lors de la future étude d'impact du projet d'aménagement de remontée mécanique.

Le dossier présenté peut être considéré comme suffisamment développé pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier la qualité du projet au regard de son environnement.

Tarbes, le 11 AOÛT 2015

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général


Alain CHARRIER

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de Loudenvielle
Séance du 9 juillet 2003
A 18Heures 30

SOUS-PREFECTURE

17 JUL. 2003

BAGNERES-de-BIGORRE -65-

Arrêt du PLU

N°32/2003

Date de la Convocation
3 juillet 2003

Nombre de membres
en exercice : 11

Qui ont pris part
à la délibération : 10

L'an deux mille trois le 9 juillet à 18Heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Michel PELIEU

Etaient présents : Messieurs PELIEU - POUY - RIBERA - LACAZE - MARTIN
LAC-FOURNIER - LESCOURRET - BOURG -
COMPAGNET Madame NESTIER
Etait absent : Monsieur CARTAN

En application de l'Article L 212-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Bertrand POUY a été élu secrétaire.

Monsieur le Maire rappelle :

➤ les raisons qui ont conduit la commune à engager la procédure de révision;

➤ le débat qui s'est tenu au sein du Conseil Municipal, dans sa séance du 17 février 2003 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D.)

➤ les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre :

Communication par voie de presse,
mise à disposition en mairie des éléments d'étude tout au long de la réflexion
exposition de panneaux en mairie,
mise à disposition en mairie d'un registre servant à recueillir par écrit les remarques.

Le bilan qu'il convient de tirer de cette concertation est le suivant :

Aucune remarque ou observation n'a été formulée.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-9, L 300-2 et R 123-18 ;

- Vu les plans d'occupation des sols (P.O.S.) approuvé le 29 avril 1981 et révisé le 29 juin 1986;
- Vu les délibération du Conseil Municipal du 2 octobre 1998 ayant prescrit la révision du P.L.U. sur la totalité du territoire communal et du 24 juillet 2002 ayant fixé les modalités de la concertation,

Vu le bilan de la concertation présenté par M. le Maire,

SOUS-PREFECTURE

21 AVR. 2004

BAGNERES-de-BIGORRE -65-

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- 1- de considérer comme favorable le bilan de la concertation présenté,
- 2- d'arrêter le projet du plan local d'urbanisme (P.L.U.) tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- 3- de soumettre pour avis le projet de P.L.U. aux personnes publiques associées ainsi qu'aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consulté sur ce projet.

La présente délibération et le projet de P.L.U. annexé à cette dernière seront transmis à Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées ainsi qu' :

- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Général ;
- Aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture ;
- Aux communes limitrophes
- Aux E.P.C.I. concernés

Conformément au dernier alinéa de l'article L 300-2 I du Code de l'Urbanisme, le dossier définitif du projet de révision, tel qu'arrêté par le Conseil Municipal, est tenu à la disposition du public.

Conformément à l'article R 123-18 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an qui précèdent.
Au registre sont les signatures
Pour copie conforme

LE MAIRE,
MICHEL PÉTEU

